



Séminaire du Groupe transversal « Inventer le Grand Paris » Labex Futurs Urbains (UPE)

Résister au Grand Paris ? Planification métropolitaine et stratégies locales

Mardi 17 mars 2020, 14h-17h30

**École nationale supérieure d'architecture Paris Belleville,
Salle des enseignants (1er étage)
60, Boulevard de La Villette, 75019 Paris**

Coordination scientifique : Emmanuel Bellanger, Cédric Ferial

Groupe transversal de recherche Inventer le Grand Paris

Laurence Bassières (ensa La Villette, Ipraus-Ausser) ; Emmanuel Bellanger (Paris 1, CHS), Frédéric Bertrand (ENSAPB, Ipraus-Ausser), Florence Bourillon (UPEC, CRHEC), Laurent Coudroy de Lille (UPEC, Lab Urba), Cédric Ferial (Rennes 2, TEMPORA), Beatriz Fernandez Agueda (EHESS, Géographie-Cités) ; Corinne Jaquand (ENSAPB, Ipraus-Ausser), André Lortie (ENSAPB, Ipraus-Ausser), Clément Orillard (UPEC, Lab Urba), Alessandro Panzeri (post-doctorant LATTs, Labex Futurs Urbains) Frédéric Pousin (ENSAPB, Ipraus-Ausser), Nathalie Roseau (ENPC, LATTs), Loïc Vadelorge (UPEM, ACP).

Contacts

Alessandro Panzeri (ale.panzeri.archi@gmail.com) ;
Frédéric Pousin (frederic.pousin@wanadoo.fr) ;
Nathalie Roseau (nathalie.roseau@enpc.fr)

Programme

14h : Accueil et café

14h15-14h30 : Introduction scientifique

Emmanuel Bellanger (Paris 1, CHS)

Cédric Feriel (Rennes 2, EA Tempora)

14h30-15h15

Beatriz Fernández (EHESS, Géographie-Cités)

Revendications communales et défense de l'autonomie municipales : l'enquête publique du "Plan Prost" d'aménagement de la région parisienne (1934-1939)

Lors de l'enquête publique réalisée en 1935-1936, 28% des 657 communes de la région parisienne ont exprimé un avis défavorable au Plan d'aménagement régional (PARP), dit 'Plan Prost', et 35% se sont montrées favorables avec réserves. Dans le département de la Seine, l'opposition au PARP fut encore plus forte.

Cependant, une lecture attentive des documents issus de l'enquête publique met en lumière que les conseils municipaux ne contestent pas le principe d'une planification régionale d'ensemble qu'ils considèrent, au contraire, indispensable au bon fonctionnement du Grand Paris. Quelles sont alors leurs revendications ? Si ces dernières sont de natures très différentes, deux questions font pourtant consensus au sein des conseils municipaux : la défense des compétences locales en matière d'aménagement et d'urbanisme et la contestation d'une démarche de concertation considérée beaucoup trop restreinte. En se saisissant du dispositif d'enquête publique, les communes réclament une plus forte implication dans la construction du Grand Paris.

Loin d'offrir une image monolithique des communes face au plan d'aménagement porté par le ministère de l'intérieur, l'enquête publique du PARP permet d'observer la diversité des problématiques des territoires faisant partie de la nouvellement désignée région parisienne. Cette communication vise ainsi à interroger les revendications communales en faisant l'hypothèse que l'enquête publique a ouvert un espace de négociation permettant d'intégrer au projet porté par l'État certaines demandes des collectivités locales.

15h15-16h00

Tanguy Pennec (Université Paris 8, Institut français de géopolitique)

La « banlieue bleue » contre le Grand Paris? (2007-2020)

Depuis la mise à l'agenda du Grand Paris par Nicolas Sarkozy en 2007, la « banlieue bleue » des Hauts-de-Seine (dont l'ancien président est issu) a navigué entre opportunisme, méfiance et opposition sur la question. Opportunisme et enthousiasme quand il s'est agi de relancer la croissance économique de la région parisienne ou d'impulser un vaste projet de transport, mais méfiance et opposition lorsqu'est venue sur la table, et ce, assez précocement, la question de la gouvernance métropolitaine. Les grands barons locaux des Hauts-de-Seine, souvent également parlementaires, ministres et anciens ministres, n'ont pas ménagé leurs efforts et leurs réseaux pour s'opposer à toute forme de communauté urbaine menaçant leurs

pré-carrés politiques et leurs ressources financières. Ils ont habilement manœuvré, adaptant leurs stratégies au gré des changements de rapports de forces.

Mais, bien que très puissante dans le paysage francilien, la « banlieue bleue » des Hauts-de-Seine n'a pas pu empêcher l'institutionnalisation d'un processus métropolitain jugé irréversible qui a abouti, sous l'impulsion de la gauche socialiste, à la naissance de la Métropole du Grand Paris le 1^{er} janvier 2016. Mais elle a activement œuvré pour qu'elle soit une métropole « a minima » aux pouvoirs très limités et donc très éloignée du modèle de la métropole intégrée initialement imaginé.

Depuis l'entrée en fonction de la Métropole du Grand Paris, un deuxième plan de bataille est à l'œuvre visant à l'affaiblir aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur. La première stratégie est portée par des maires de la « banlieue bleue » qui tentent à leur niveau de contourner les dispositifs de la métropole afin d'éviter de perdre la maîtrise d'outils essentiels pour la gestion de leur ville. L'autre stratégie est de plus grande ampleur : il s'agit du projet de fusion des départements des Hauts-de-Seine et des Yvelines préparé minutieusement par leur président depuis 2016 afin de construire une nouvelle centralité politique et économique concurrente de la jeune métropole pour l'affaiblir, voire la défaire. Soit une grande « banlieue bleue ». Les élections municipales de mars 2020 seront assurément un test pour jauger les rapports de force en présence, en attendant les départementales l'année suivante, dans un contexte où l'État semble réticent à pousser vers davantage d'intégration métropolitaine.

16h00-16h45

Louis Baldasseroni (ACP, Université Gustave Eiffel)

« Grand Lyon » des plans contre « Grand Lyon » des gens ? Histoire d'une autoroute urbaine avortée, le boulevard des États-Unis à Lyon, années 1970-années 1990.

Si Lyon est connue comme la seule ville française entièrement traversée par une autoroute, plusieurs projets d'autoroutes urbaines sont abandonnés ou profondément modifiés à cause de mobilisations collectives au cours des années 1970 à 1990. Parmi ceux-ci, le réaménagement du boulevard des États-Unis, artère intercommunale qui relie Lyon à sa banlieue Sud-Est Vénissieux, se prête bien à une analyse historique car il connaît deux moments conflictuels, au début des années 1970 et au début des années 1990.

Une approche comparée de ces deux moments permet de mettre en évidence les stratégies de centralité mobilisées par les divers acteurs, dont les conflits révèlent une double opposition : d'échelles, entre promotion de l'intercommunalité et défense du cadre de vie du quartier, mais aussi au sujet des processus de concertation, avec un décalage patent entre la planification par des techniciens et les attentes des populations réunies au sein d'un puissant comité de quartier.

Les archives publiques et associatives sur ces conflits permettent de réfléchir sur les acteurs, les arguments mobilisés (environnementaux et politiques/institutionnels) et les aménagements concrets qui font suite aux conflits et témoignent de nouvelles stratégies des aménageurs.

16h45-17h30

échanges avec la salle et conclusion de la journée